

## VISITE PRÉSIDENTIELLE

# Hollande défend sa politique familiale

François Hollande n'a pas sorti son carnet de chèques, hier à Colmar, devant l'Union nationale des associations familiales. Attendu au tournant sur les coupes budgétaires dans la branche famille, le président a longuement défendu son bilan, avant de promettre un financement de l'aide aux tuteurs familiaux, assumée financièrement par l'Unaf depuis 2007.

Marie-Lise Perrin

De l'art de garder le cap en pleine tempête. Invité par l'Union des associations familiales de France (Unaf), qui tenait son assemblée générale hier à Colmar, François Hollande a écouté sans ciller les critiques de la toute nouvelle présidente de l'Unaf, Marie-Andrée Blanc, dénonçant « l'appauvrissement des familles avec enfants en France ».

## Le déficit en ligne de mire

Baisses successives du quotient familial, fin de l'universalité des allocations familiales, réduction du congé parental et, surtout, amendement dans le projet de loi de modernisation de la justice au XXI<sup>e</sup> siècle, qui supprime le passage devant un juge en cas de divorce : la liste des griefs était longue. Plus tôt, Eric Straumann, président LR du conseil départemental, estimait que « la politique familiale est un échec, dénonçant dans son discours les « 4 milliards d'euros de prélèvements supplémentaires sur le dos des familles depuis le début du quinquennat ».

C'est pourtant sur sa gestion de bon père de famille que François Hollande a répondu aux familles de France. « Entre 2010 et 2013, le déficit annuel de la branche famille de la Sécurité sociale est passé de 3 milliards d'euros à 1 milliard, le plus faible depuis dix ans » a plaidé le président de la République. Un déficit dont l'Unaf n'a pas la même lecture, puisque l'Union considère que le gouvernement l'a « organisé » en 2007 par le « transfert de charges des retraites de parents de



Le président de la République François Hollande, hier à Colmar, devant le congrès de l'Union nationale des associations familiales de France.

Photo L'Alsace/Jean-François Frey

plus de trois enfants de la branche vieillesse vers la branche famille ». C'était avant l'élection de François Hollande, mais le cap a été gardé et l'Unaf ne croit pas à un retour en arrière à ce propos.

## « Une vraie bonne nouvelle »

Marie-Andrée Blanc espérait surtout sensibiliser le président à quatre priorités dont les difficultés que rencontrent les 4 millions de salariés qui sont aussi aidants familiaux. C'est sur ce dernier point que François Hollande a annoncé une « vraie bonne nouvel-

le », selon Marie-Andrée Blanc : « l'État assure le financement dédié à la formation et à l'aide des tuteurs familiaux. » C'est exactement ce que réclame l'Unaf depuis 2007, lorsque la loi a donné la primauté aux familles dans la tutelle ou la curatelle d'un de leurs proches. Les associations membres de l'Unaf assurent gratuitement depuis 2007 la formation et l'aide de ces aidants familiaux. Autre motif de satisfaction pour l'Unaf, une petite phrase de François Hollande – « Je ferai attention à ce que les enfants soient entendus » – a ravivé l'espoir d'une inflexion du texte sur le divorce sans juge lors de son dernier passage

à l'Assemblée la semaine prochaine.

Pour le reste, François Hollande est resté solidement appuyé sur son bilan, égrenant les mesures déjà entrées en vigueur : les 70 000 places de crèches créées (au lieu de 275 000 promises) en quatre ans, les nouveaux rythmes scolaires, la pérennisation des 50 000 accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) en avril dernier. Autant de dépenses déjà effectuées et dont, il faut bien le dire, une partie est assumée par les collectivités territoriales (les rythmes scolaires notamment). L'heure reste aux économies.

## « L'Alsace existe encore »

François Hollande était attendu au tournant par les Rot und Wiss d'Unser Land. Le parti régionaliste appelait à manifester sur le rond-point de la statue de la Liberté à Colmar, afin de « montrer que l'Alsace existe encore, contrairement à ce que François Hollande a dit en aparté en avril dernier », selon le porte-parole d'Unser Land, Jean-Georges Trouillet. Mais le cortège présidentiel a soigneusement évité l'itinéraire, ce qui a motivé les manifestants à tenter, entre 11 h 30 et midi, un défilé en voiture dans les rues de la ville. C'était sans compter les nombreuses forces de l'ordre (100 policiers locaux et environ 120 gendarmes mobiles), qui ont bloqué la route au cortège régionaliste au niveau du rond-point des casernes. La circulation sur la route de Strasbourg a été interrom-

pue pendant une dizaine de minutes, le temps de décourager les manifestants.

Elles n'ont pas eu davantage de chance : les « associations environnementales en lutte pour la fermeture de Fessenheim » qui sollicitaient une entrevue avec François Hollande ont appris hier que la réponse était négative. Dommage, estime le collectif Stop Fessenheim dans un communiqué. L'occasion aurait été belle de rappeler au président de la République une « promesse faite le 2 mai 2012 : "Je veux fermer Fessenheim pour 30 ans, et elle aura 40 ans d'âge en 2017 ; et elle est située près d'une zone sismique." »

M.-L. P., avec J.-F. S.



Les régionalistes d'Unser Land n'ont finalement pas croisé le cortège de François Hollande.

Photo L'Alsace/Marie-Lise Perrin

# VENTES FLASH

VENTES À TARIF PRÉFÉRENTIEL RÉSERVÉES AUX LECTEURS L'ALSACE - DNA



Créateurs d'Avantages

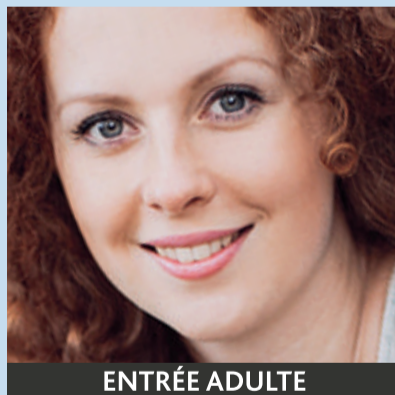
> 10,50 €  
au lieu de 15 €



ENTRÉE ENFANT

À partir d'un mètre jusqu'à 14 ans  
Gratuit pour les enfants de moins d'un mètre

> 13,50 €  
au lieu de 20 €



ENTRÉE ADULTE

À partir de 15 ans

> 42,50 €  
au lieu de 64 €



PASS FAMILLE

Pour 4 personnes dont 2 adultes maximum



ACHETEZ VOS BILLETS D'ENTRÉE AU PARC DU PETIT PRINCE  
(68190 UNGERSHEIM)

À TARIF PRÉFÉRENTIEL

RENDEZ-VOUS SUR

[www.lalsace.fr](http://www.lalsace.fr) ou [www.dna.fr](http://www.dna.fr)

jusqu'au 6 juillet 2016 inclus - dans la limite des places disponibles

**ATTENTION**  
PLACES LIMITÉES